

**Les travailleuses du sexe et le profilage:
La diversité dans notre communauté emmène une diversité des moyens de profilage**

Mémoire
Consultation sur le profilage social et racial
Ville de Montréal

Présenté le 22 juin 2017
Stella, l'amie de Maimie



2065, rue Parthenais, #404
Montréal, QC H2K 3T1
www.chezstella.org

Stella, un organisme communautaire par et pour les travailleuses du sexe, a pour but d'informer et de soutenir les travailleuses du sexe afin d'améliorer leur condition de vie et de travail, et de sensibiliser l'ensemble de la société aux différentes formes et réalités de ce travail afin que les travailleuses du sexe aient les mêmes droits à la santé et à la sécurité que le reste de la population.

Plus spécifiquement, Stella a pour objectifs :

- d'offrir du soutien et de l'information aux travailleuses du sexe afin qu'elles puissent vivre et travailler en sécurité, en santé et avec dignité

- de contrer la violence et les différents facteurs qui les mettent à risque de devenir infectées par le VIH et d'autres infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS), et qui représentent des menaces envers elles

- de combattre la discrimination et la stigmatisation faite aux travailleuses du sexe ainsi que leur isolement social

- de promouvoir la décriminalisation des différentes formes de travail du sexe

- de soutenir la participation des travailleuses du sexe à la communauté et dans la mise en oeuvre d'actions collectives

- de favoriser la création de plate-formes d'échange sur le travail du sexe aux niveaux municipal, provincial, national et international.

L'équipe de Stella réalise ces objectifs en favorisant le développement de la solidarité et l'appropriation du pouvoir par les travailleuses du sexe en tant que membres de la société. Stella participe également au mouvement international de défense des droits des travailleuses et travailleurs du sexe.

Introduction

Les travailleuses du sexe ne sont pas un groupe homogène. Nous sommes jeunes, nous sommes vieilles; nous sommes pauvres, nous sommes riches; nous venons de toutes les sphères de la société; nous sommes noires, blanches, autochtones, asiatiques, latinx; nous sommes trans, nous sommes cis; nous sommes migrantes ou nées au Canada. Malgré cette grande diversité, nous partageons un stigma et une relation conflictuelle avec la loi. Cette discrimination intersecte avec d'autres vecteurs d'oppression et augmente la vulnérabilité de celles d'entre-nous qui vivent de multiples oppressions.

Le profilage fait partie de nos vies sur une base quotidienne. Notre statut de travailleuse du sexe et tous les préjugés associés sont utilisés par les autorités municipales pour nous cibler et pour ignorer nos réalités. Qu'on nous voit toutes comme des criminelles ou des victimes, les policiers, les fonctionnaires et les élus municipaux semblent penser en savoir davantage sur nos vies que nous. Nos témoignages, les données probantes issues de la recherche ou des statistiques des services de police, notre savoir communautaire collectif et même l'opinion unanime de 9 juges de la Cour Suprême du Canada ne sont pas suffisants pour défaire les stéréotypes et pour faire cesser le harcèlement dont nous sommes victimes.

Les travailleuses du sexe et les policiers

Tout au long de l'histoire, les travailleuses du sexe ont été ciblées par les forces de l'ordre et en conflit avec celles-ci. Que nous soyons vues comme des femmes insoumises qui refusent de devenir la propriété d'un mari, comme des femmes immorales et dépravées, comme des vecteurs d'infection, des briseuses de mariage, des criminelles, des nuisances publiques ou encore comme des victimes d'exploitation, comme des personnes manipulées, sans autonomie ou capacité de parler pour nous même, nous sommes toujours harcelées par des policiers et des militants qui veulent nous voir disparaître.

Les effets de cette surveillance constante et des contacts indésirés avec les agents de la loi sont bien documentés. Avec chaque nouvelle intrusion des policiers dans nos vies, nous devenons plus craintives, plus isolées et nous nous sentons plus marginalisées. Lorsque nous devons faire des choix entre réduire les risques d'être victimes de violence et réduire les risques de rencontrer des policiers, nous sentons toute la lourdeur de l'hostilité envers nous. Lorsque nous pouvons prévoir les montées de répression policière en fonction des élections ou des campagnes publicitaires prohibitionnistes, nous savons que la justice n'est jamais neutre et que nous sommes des pions dans les ambitions politiques ou idéologiques. Lorsque nos voisins se sentent tout à fait libres de contacter les services municipaux pour leur demander de nous expulser de leurs quartiers et que ce type de plainte est pris au sérieux, l'espoir de voir nos droits respectés est difficile à trouver.

Les travailleuses du sexe sont victimes de profilage à tous les niveaux, du moment où nous sommes ciblées pour des opérations policières au moment où nous essayons de porter plainte lorsque nous sommes victimes d'actes criminels. Nous sommes harcelées par les policiers et les voisins si nous travaillons sur la rue. Nous sommes la cible de campagnes politiques et de répression policière si nous travaillons dans des salons de massage. Nous sommes confrontés à des policiers *undercover* et à des employés zélés qui ont été encouragés à devenir des justiciers dénonciateurs si nous rencontrons nos clients dans des hôtels. Lorsque nous décidons d'aller travailler à l'extérieur de la ville, les gares et les aéroports deviennent des endroits dangereux où les policiers et agents frontaliers veulent nous trouver et nous "sauver".

Chez Stella, nos participantes nous racontent tous les jours des histoires sur leur crainte du SPVM, sur leurs expériences négatives, la violence vécue aux mains des policiers et celle vécue parce que tout le monde sait que nos droits ne sont pas protégés. Lorsque les travailleuses du sexe entendent dans les nouvelles des histoires de violence policière, que ce soit envers les femmes autochtones de Val D'Or, les personnes en situation d'itinérance au centre-ville qui reçoivent des contraventions sans fin ou que ce soit le fait qu'un homme noir peut être tué dans son propre appartement par des policiers pour une histoire de cannabis, nous ne sommes jamais surprises. La criminalisation et la discrimination que nous vivons

nous rendent solidaires avec toutes les autres communautés marginalisées et nous rappelle sans cesse que le système de justice est un système "par et pour" les personnes au pouvoir.

En conflit avec la loi

Plusieurs lois et règlements ont un impact négatif sur nos vies. Ces lois et règlements sont utilisés pour justifier les interventions policières et municipales contre nous.

Lois sur le travail du sexe:

Les lois criminelles qui criminalisent tous les aspects de notre travail ont un impact direct et flagrant sur nos vies. Elles nous rendent vulnérables à la violence, aux ITSS et à l'exclusion sociale. Tel que démontré dans le jugement de la Cour Suprême du Canada dans le cas Bedford, les torts qui nous sont causés par ces lois sont complètement disproportionnés aux objectifs de réduire les "nuisances publiques". Les nouvelles lois, introduites en 2014, ajoutent l'objectif explicite de faire disparaître notre travail, notre source de revenu. En assimilant toutes les travailleuses du sexe à des victimes d'exploitations, tout nos clients à des agresseurs violents, tous nos collègues de travail à des exploiters, un climat qui favorise la violence et l'exploitation a été créé.

Lois d'immigration:

Pour celles d'entre-nous qui n'ont pas une résidence permanente ou une citoyenneté canadienne, les sections 183 (1) (b.1), 196.1 (a), 200 (3) et 203 (2) (a) du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* nous mettent à risque de déportation si nous nous trouvons dans un endroit où des services sexuels sont offerts. La collaboration entre le SPVM et l'ASFC rend quasi impossible le recours à la protection du SPVM pour les travailleuses du sexe im/migrantes qui sont victimes d'actes criminels.

Lois criminalisant l'usage de drogues:

Pour celles d'entre-nous qui utilisent des drogues, les lois criminelles et la répression policière contribuent à notre vulnérabilité. Comme nous sommes plus souvent en contact avec les policiers que d'autres citoyennes, nous sommes plus susceptibles d'être fouillées et arrêtées pour des infractions reliées aux drogues. L'intersection des préjugés et du mépris envers l'usage de drogue et le travail du sexe contribue à brimer nos droits humains. Le profilage utilisé contre les utilisatrices de drogues se base sur des concepts moraux similaires aux arguments contre le travail du sexe.

Règlements municipaux contre l'itinérance:

Des règlements municipaux contrôlant la présence dans l'espace public (flânerie, traverser la rue illégalement, présence dans les parcs la nuit, etc) sont utilisés contre les travailleuses du sexe qui occupent l'espace public. Nos collègues du RAPSIM et de la Clinique Droits Devant sont les experts de ce type de profilage social et nous sommes témoins de la façon dont la volonté politique de "nettoyer" certains secteurs s'articule en répression policière.

Règlements municipaux relatifs aux permis d'occupation:

Le contexte criminalisé du travail du sexe et la non-reconnaissance de notre travail nous mettent dans une position difficile face à la municipalité lorsque nous désirons travailler à l'intérieur. Le jugement Bedford parle de l'importance de pouvoir travailler dans ces espaces intérieurs:

"Les préjudices subis par les prostituées selon les juridictions inférieures (p. ex. le fait de ne pouvoir travailler dans un lieu fixe, sûr et situé à l'intérieur, ni avoir recours à un refuge sûr) sont totalement disproportionnés à l'objectif de réprimer le désordre public. Le législateur a le pouvoir de réprimer les nuisances, mais pas au prix de la santé, de la sécurité et de la vie des prostituées."

Malgré cette affirmation claire et sans équivoque de la part de la plus haute instance judiciaire au pays, la municipalité continue de créer des barrières à notre présence dans des commerces. Les permis d'occupation ne répondent pas à nos besoins et nous devons donc choisir entre utiliser des permis qui ne reflètent pas entièrement nos services, opérer sans permis ou opérer de façon cachée. La volonté de certains élus municipaux de fermer nos lieux de travail est bien documentée et reflétée dans la façon dont nous sommes ciblées pour des inspections réalisées par le SPVM.

Obligations des élus et des services municipaux

Un argument souvent utilisé pour justifier la répression policière et municipale contre les travailleuses du sexe est que cette répression est cohérente avec les lois fédérales actuelles. Par contre, tous les employés de l'état ont l'obligation non seulement d'appliquer les lois, mais d'appliquer la Charte des droits de la personne. Le jugement Bedford et nos 22 années d'expérience en tant qu'organisme par et pour les travailleuses du sexe nous donnent un message clair et factuel: **la répression sous toutes ses formes est une atteinte à nos droits à la santé et à la sécurité.**

Engagement de la Ville de Montréal

Montréal: Ville sanctuaire

En février 2017, le Maire Coderre a annoncé publiquement que la ville de Montréal était une ville sanctuaire et une résolution a ensuite été adoptée par le conseil municipal. Par contre, des collectifs de personnes migrantes sans statut luttent depuis de nombreuses années pour cette cause et sont d'avis que les actions de la ville de Montréal ne sont pas compatibles avec les engagements d'une ville sanctuaire.

Le SPVM continue de collaborer avec les services frontaliers pour la déportation de personnes sans statut et pour les travailleuses du sexe migrantes, avec ou sans statut. Le profilage racial est une méthode clairement utilisée lors d'inspections de salons de massage, particulièrement envers les femmes asiatiques. Celles-ci sont perçues comme des victimes d'exploitation et sont déportées sous les sections du règlement sur l'immigration interdisant leur présence dans l'industrie du sexe.

Pour être considérée réellement une ville sanctuaire, la première étape pour la ville de Montréal doit être la non-collaboration avec les services frontaliers. Tant que les personnes migrantes devront s'inquiéter d'une déportation potentielle si elles se retrouvent devant un policier, Montréal ne sera pas un endroit sécuritaire. Évidemment, le fait de ne plus collaborer avec l'ASFC ne mettra pas fin au profilage racial, mais il s'agit d'une étape essentielle.

Montréal: Ville sans sida

Le Maire Denis Coderre a récemment annoncé l'engagement de la ville de Montréal aux objectifs d'ONUSIDA pour mettre fin à l'épidémie de VIH en se joignant à l'initiative «Accélérer la riposte: mettre fin à l'épidémie du sida en 2030».

Au tout début de ce document, ONUSIDA dit:

"Mettre fin à l'épidémie de sida impliquera de progresser dans le respect de l'ensemble des droits : droits civils, culturels, économiques, politiques, sociaux, sexuels et reproductifs. Défendre les droits de tous, notamment des enfants, des femmes, des jeunes, des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des consommateurs de drogues injectables, des professionnel(le)s du sexe et de leurs clients, des personnes transgenres et des migrants, est fondamental pour garantir leur accès à des services salvateurs. C'est en respectant les droits des laissés-pour-compte que ces derniers pourront jouer un rôle de premier plan pour mettre fin au sida, grâce à leurs connaissances et leur autonomisation, leur mobilisation et leur engagement."

On y dit également:

"La criminalisation des minorités sexuelles et de genre, du commerce du sexe et de la consommation de drogues contribue à la stigmatisation, à la discrimination et à la violence à l'encontre des populations clés, y compris par les acteurs étatiques, et constitue un obstacle de taille à une riposte au sida fondée sur les droits et des données probantes. Les personnes

vivant avec le VIH, exposées au risque d'infection par le VIH ou affectées par le VIH qui subissent des violations des droits de l'homme n'ont souvent pas accès à une assistance juridique et à la justice. L'utilisation abusive du droit pénal et l'incarcération des populations clés qui en résulte sont, à cet égard, particulièrement inquiétantes."

De nombreuses études confirment que la criminalisation et le profilage des travailleuses du sexe par les forces de l'ordre, ainsi que le besoin des travailleuses du sexe de se protéger de cette répression sont un facteur principal qui nous rend à risque d'ITSS. Des groupes comme le nôtre sont financés par les instances de santé publique provinciales et fédérales pour offrir des services pour réduire les méfaits des lois criminelles et autres politiques discriminatoires à notre égard. La COCQ-Sida, qui regroupe tous les organismes communautaires québécois de lutte contre le VIH supporte d'ailleurs la décriminalisation totale du travail du sexe.

La répression policière, sociale et politique contre les travailleuses du sexe n'est donc pas compatible avec l'engagement de la ville en matière de lutte contre le VIH.

Le profilage et le travail du sexe

L'équipe de Stella fait entre 5000 et 8000 contacts avec des travailleuses du sexe sur l'île de Montréal à chaque année, dans des milieux variés et en couvrant le territoire entier. Les travailleuses du sexe et les personnes du milieu sont victimes d'une grande variété de types de profilage et de dynamiques discriminatoires. Le mépris envers l'industrie du sexe et la volonté politique de nous voir disparaître s'articulent à travers la recherche constante par les forces de l'ordre et les militants prohibitionnistes de nouveaux moyens de nous cibler et de justifier les abus de nos droits humains. Nous présentons ici quelques exemples des façons dont ce profilage s'articule dans notre communauté.

Profilage social- itinérance

Dans les quartiers centraux, les personnes en situation d'itinérance sont ciblées de façon persistante. Elles sont profilées sur la base de leur apparence, de leur pauvreté, de leur occupation de l'espace public. À travers la surveillance, la restriction de leurs mouvements, les contraventions, le manque de réponse adéquate lorsqu'elles sont victimes d'actes criminels et l'aménagement urbains, les personnes en situation d'itinérance reçoivent un message clair de l'administration municipale qu'elles ne sont pas les bienvenues.

Pour les femmes, l'itinérance peut souvent être plus subtile et moins visible. Par contre, ceci ne nous épargne pas de cette surveillance. Lorsque nous sommes des femmes en situation d'itinérance, nous sommes en contact de façon non-désirée avec des policiers de façon constante. Nous savons que nous sommes cataloguées et que les policiers que nous rencontrons savent déjà nos noms et si nous avons des mandats ou si nous avons l'habitude de consommer. Le matériel de consommation que notre équipe de liaison distribue grâce au financement de la direction régionale de la santé publique est régulièrement confisqué ou brisé par des policiers.

De plus, les policiers vont généralement présumer que toute femme en situation d'itinérance est nécessairement une personne qui échange des services sexuels. Ce profilage, ainsi que les autres stéréotypes reliés à l'utilisation de drogue ou à la santé mentale, nuit aux travailleuses du sexe et aux femmes qui ne le sont pas.

Profilage racial- femmes autochtones

Les femmes autochtones qui côtoient les organismes communautaires du centre-ville, sont en situation d'itinérance temporaire ou non ou fréquentent certains endroits sont ciblées de façon constante et souvent violente par les policiers. Pour celles qui échangent des services sexuels, la menace constante d'arrestation et d'emprisonnement pour une variété de motifs devient encore plus grande.

Dans les dernières années, malgré le début d'une commission d'enquête sur les femmes autochtones assassinées et disparues, la dispersion des communautés demeure une stratégie explicite de la ville de Montréal. Les parcs urbains sont aménagés pour les rendre inhospitaliers à ces communautés. Des contraventions et arrestations sont fréquentes et ciblées. Il devient de plus en plus difficile pour nous de garder nos liens avec des femmes que nous côtoyons parfois depuis nos début il y a 22 ans.

En 2016-2017, nous avons offert 7 ateliers à l'établissement de détention Leclerc avec des femmes incarcérées. Nous acceptons également quotidiennement des appels de femmes en prison. Il est évident pour nous que les femmes autochtones sont surreprésentées dans le milieu carcéral, retournent en prison plus souvent et sont incarcérées pour des crimes moins graves que les femmes blanches. Il s'agit d'un système de discrimination structurelle qui opère à tous les niveaux, des agents qui font les arrestations, aux procureurs et juges qui décident des conditions et peines d'emprisonnement aux agents de probation qui supervise la sortie.

Nous nous joignons donc aux organismes autochtones qui demandent des actions concrètes pour mettre fin à cette discrimination coloniale et raciste.

Profilage social et racial- femmes trans

Les femmes trans de notre communauté nous rapportent des abus constants de la part des policiers. Leurs milieux de travail du sexe sont ciblés par des inspections ayant pour but de les fermer. Si elles travaillent à partir de la rue, elles sont surveillées. Elles rapportent, particulièrement dans le quartier centre-sud, les éléments suivants:

- Passages fréquents de voitures de police pour faire fuir leurs clients
- Insultes criées par des policiers depuis leur voiture de patrouille
- Réponse immédiate et répressive à toute plainte de voisins qui ne veulent pas voir des femmes vendre des services sexuels dans leur quartier
- Policiers qui accostent leurs clients et leurs amis pour leur demander s'ils savent qu'ils sont en compagnie d'une femme trans travailleuse du sexe
- Policiers qui suivent les femmes trans jusqu'à ce qu'elles sortent du quartier

Les impacts de ce harcèlement sont évidents chez les travailleuses du sexe trans: elles ont peur des policiers et doivent adapter leur travail pour se protéger des policiers. Elles doivent donc prendre des décisions parfois difficiles quant à leur sécurité. Travailler dans un parc isolé et risqué d'être ciblées par des agresseurs ou travailler sur la rue et se faire harceler? Pour les femmes trans migrantes et/ou racisées, ce harcèlement est augmenté par le profilage racial et la menace de déportation. Ces femmes sont parmi les plus vulnérables à la violence de la part d'agresseurs étant donné les multiples oppressions et la haine transmisogyne dont elles sont victimes. Plutôt que de répondre à cette vulnérabilité en

assurant des politiques qui protègent les travailleuses du sexe, la ville de Montréal crée plutôt des situations qui favorisent la violence.

Profilage social et racial: salons de massage

Les salons de massage offrant des services érotiques sont au centre de débats sociaux infinis et deviennent des cibles faciles pour les élus ou candidats qui désirent gagner un peu de capital politique en se montrant durs envers ces salons. En janvier 2017, l'arrondissement de Rosemont, suite à une campagne soutenue d'inspections et d'enquêtes contre les salons de massage du quartier, a envoyé des avis de révocation de permis d'occupation à 6 salons de massage. De plus, des permis ont été refusés ou des avis autres ont été envoyés à au moins 2 autres salons.

En entrevue à la radio de Radio-Canada à l'émission Gravel le matin, le maire de Rosemont William Croteau a affirmé:

"C'est la responsabilité du SPVM d'agir sur ces établissements s'il y a du crime organisé ou des mineures ou de la traite des femmes. Je tiens à l'affirmer, nous avons des rencontres fréquentes avec les postes de quartiers et, là-dessus, le service d'enquête de la police fait son travail et nous assure que ce n'est pas le cas dans l'arrondissement de Rosemont-Petite-Patrie."

Malgré cette admission, les travailleuses du sexe travaillant dans ces établissements demeurent profilées et soupçonnées d'être mineures ou victimes de traite humaine. Cette crainte devient la justification morale pour le harcèlement et la mise en danger des travailleuses du sexe adultes.

Au temps de Duplessis, la population acceptait de voir les officiers municipaux utiliser la répression contre les adultes dans l'industrie du sexe sur une base de moralité, mais la population et les droits humains ont évolué depuis. Par contre, plutôt que de reconnaître les droits des travailleuses du sexe, cette croisade morale a simplement changé de discours pour s'adapter aux sensibilités du moment.

Les femmes les plus durement touchées par ce profilage sont les travailleuses du sexe migrantes, particulièrement celles d'origine asiatique. L'imaginaire collectif raciste voit ces femmes comme des victimes sans autonomie, sans voix et sans droits. Elles sont infantilisées par le public qui préfère voir les inspections et déportations de femmes migrantes comme une lutte contre la traite humaine plutôt que de considérer que ces femmes peuvent plutôt être simplement des travailleuses du sexe comme toutes les autres. Des opérations policières sont justifiées par cette volonté de lutter contre la traite humaine. Par contre, pour les femmes ciblées, qu'elles soient victimes d'exploitation ou non, ces interactions se soldent trop souvent par des déportations. Un récent rapport produit par SWAN, un groupe de Vancouver, indique que la vaste majorité des travailleuses du sexe migrantes de leur communauté ne feraient jamais appel aux policiers peu importe la violence qu'elles pourraient vivre. Ceci concorde avec ce que nous entendons à Montréal de la part des

femmes migrantes de notre communauté et des femmes de Toronto associées à l'organisme Butterfly.

Profilage racial: hommes noirs en proximité d'une travailleuse du sexe

Les préjugés envers les travailleuses du sexe ne se limitent pas à nous. Ils affectent toutes les personnes de notre entourage, qui sont criminalisées par les lois actuelles contre le travail du sexe. Ces lois criminalisent toutes les tierces parties de l'industrie (chauffeurs, réceptionniste, etc) peu importe la nature de nos relations ou si celles-ci sont exploitantes ou non. Par contre, toutes les tierces parties ne sont pas ciblées avec la même intensité.

Les médias, les policiers et le mouvement prohibitionniste perpétuent des stéréotypes racistes sur les personnes qui gravitent autour de nous. Les hommes noirs, en particulier s'ils côtoient des femmes blanches, sont ciblés de façon complètement disproportionnée pour des offenses reliées au travail du sexe.

Nous sommes souvent en lien avec des travailleuses du sexe victimes de violence dans un contexte conjugal qui se voient confrontées à des policiers ou autres intervenants qui refusent de les écouter et cherchent plutôt à redéfinir leur relation comme étant liée au proxénétisme. Nous voyons également sur la rue, de jeunes hommes noirs constamment harcelés par des policiers. Un des motifs souvent cités pour contrôler l'identité ou fouiller des hommes noirs près des bars de danseuses, salons de massage ou simplement en voiture ou sur la rue est la suspicion de proxénétisme.

Profilage social: les citoyens justiciers

Une tendance de plus en plus populaire et encouragée par les policiers et les médias est la formation d'employés de diverses industries (hôtellerie, voyage, etc) pour les encourager à détecter les travailleuses du sexe et nous dénoncer aux autorités sous la guise de tenter de trouver des victimes d'exploitation ou de traite. Ce mouvement vers le vigilantisme est extrêmement dangereux et basé sur des concepts erronés. Le profilage des travailleuses du sexe dans l'espace public n'est jamais acceptable par qui que ce soit. Il devient particulièrement menaçant dans les mains du grand public qui croit nous aider.

Une lueur d'espoir (avec des bémols): l'exemple d'Hochelaga-Maisonneuve

Lorsque certains quartiers ou certaines communautés se mobilisent et se concertent pour réduire la violence et améliorer la cohabitation, il est possible de créer des relations plus saines entre les autorités et les travailleuses du sexe. Dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, qui demeure un quartier très homogène et par conséquent un endroit où le profilage racial et le racisme sont moins évidents, des initiatives diverses au fil des ans ont tenté de créer un meilleur climat. Des policiers sociocommunautaires patrouillent à pied et essaient de créer des liens respectueux avec les travailleuses du sexe dans le but que nous ayons un peu plus confiance en eux si nous avons besoin d'aide. Il y a encore beaucoup de

chemin à faire et la récente montée de la gentrification du quartier est inquiétante et risque de faire perdre du terrain aux populations marginalisées, mais nous désirons tout de même reconnaître l'ouverture. Ceci est possible parce que le poste de quartier tente d'être à l'écoute des organismes communautaires.

Conclusion

Peu importe le type de travail du sexe, l'endroit où nous travaillons ou les précautions que nous prenons, la ville de Montréal refuse toujours de respecter la Charte et de faire valoir nos droits. Les travailleuses du sexe contribuent depuis des centaines d'années à la vie urbaine de Montréal, nous sommes des citoyennes à part entière et nous savons quels sont nos besoins. Il est inexcusable, en 2017, que nos voix soient toujours outrepassées en faveur d'arguments idéologiques ou moraux ou pour des gains politiques. Nous avons besoin d'être écoutées et les données probantes déjà existantes démontrent clairement que la répression policière est une atteinte à nos droits humains.

La décriminalisation totale de notre travail demeure seulement une première étape. Nous avons besoin que les municipalités deviennent des partenaires alliés dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Les déclarations relatives aux objectifs d'ONUSIDA et au statut de ville sanctuaire devraient déjà être des points de départ pour mettre fin immédiatement à la répression contre notre communauté. Nous demeurons prêtes à travailler de concert avec les autorités municipales sur ces dossiers.